

DEPARTEMENT DE LA DRÔME
ARRONDISSEMENT DE VALENCE
MAIRIE D'HOSTUN

ARRÊTÉ n°15/2020 du 16 Janvier 2020
PORTANT MISE A JOUR DU PLU

LE MAIRE DE LA COMMUNE D'HOSTUN,

Vu le code de l'urbanisme et notamment les articles L153-60 et R153-18, ainsi que les articles L151-43 et R151-51 relatif au contenu des annexes du PLU ;

Vu la délibération du conseil municipal en date du 13 février 2012 approuvant le Plan Local d'Urbanisme ;

Vu la refonte au 1^{er} janvier 2016 de l'annexe du Livre 1^{er} du code l'urbanisme, la DUP de l'autoroute A49 a entraîné les servitudes d'interdiction d'accès aux propriétés limitrophes de l'ouvrage ;

Vu les plans et documents annexés au présent arrêté ;

ARRÊTÉ

ARTICLE 1^{er} : Le Plan Local d'Urbanisme de la commune d'Hostun est mis à jour à la date du présent arrêté en fonction des éléments du dossier annexé. A cet effet, sont intégrés en annexe de celui-ci, la liste et le plan des servitudes d'utilité publique.

ARTICLE 2 : Les documents de la mise à jour sont tenus à la disposition du public, à la mairie et en préfecture.

ARTICLE 3 : Le présent arrêté sera affiché en mairie durant un mois.

ARTICLE 4 : Le présent arrêté est adressé à Monsieur le Préfet et à M. le Directeur départemental des Territoires.

Fait à Hostun, le 16 janvier 2020
Le Maire,
Bruno VITTE



**COMMUNE d' HOSTUN
MODIFICATION SIMPLIFIEE n° 1
DU PLAN LOCAL D'URBANISME**

Approbation de la modification simplifiée n° 1

Objet : caractère exécutoire de l'acte

Nature et date de l'acte : Délibération du Conseil Municipal du 2 septembre 2013

Date de transmission au Préfet : 5 septembre 2013

Mesures de publicité:

- Affichage en mairie : à partir du 5 septembre 2013
- Insertion dans la presse : 12 septembre 2013

Contrôle de légalité:

- Date de la lettre au maire : sans objet
- Observations : aucune

Date laquelle la délibération devient exécutoire:

12 septembre 2013

Pour le Chef du Service Aménagement du
Territoire et Risques
Le Responsable de l'unité territoriale



Tanguy Quéinec



01-09-2013

**REGISTRE DES
DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL**

L'an Deux Mil Treize, le 2 septembre à 20 heures, le Conseil Municipal de la Commune d'**HOSTUN** dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire à la mairie, sous la présidence de Monsieur **Edmond GELIBERT**, Maire.

Nombre de conseillers en exercice : 14

présents : 11

représenté : 1

votants : 12

Quorum : 8

Date de convocation du conseil municipal : 28 août 2013

Présents :

Monsieur Edmond GELIBERT, Maire, Mesdames Jeanine FOURNAT, Françoise CELERIEN, Catherine BRESSON, Laurence QUITTANCON, Lucie ABISSET, Messieurs Jacky PINAT, Jean Paul ROSAND, Jean Paul GAMET, Serge JUNIQUE, Bruno VITTE,

Représentés : Monsieur Lionel DUJOL ayant donné pouvoir à Monsieur Jacky PINAT.

Absents : Messieurs Bernard BRUN, Georges FRANQUIN

Madame Lucie ABISSET a été élue secrétaire de séance.

**MODIFICATION SIMPLIFIEE N°1 DU P.L.U.
APPROBATION**

Le Conseil Municipal,

Vu le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L 123-13, R 123-20-1, R 123.20-2, R 123-24 et R 123-25 ;

Vu la délibération du Conseil Municipal en date de 13 février 2012 approuvant le Plan Local d'Urbanisme ;

Des emplacements réservés avaient été prévus et en particulier les emplacements :

- FR 7 création de voiries
- FR17 création de stationnements
- FR 18 structure multi-accueil.

Ces emplacements concernaient la zone sud du village. Dans le cadre des études, tout en respectant les objectifs de voiries, cheminements, parking, des modifications d'implantation sont proposées par délibération en date du 1^{er} juillet 2013. Une modification simplifiée a été lancée

Entendu les motifs présentés par le Maire ;

Aucune remarque n'a été formulée durant la mise à disposition du 19 juillet 2013 au 20 août 2013,

Considérant que le projet de modification simplifiée du P.L.U. tel qu'il est présenté au Conseil Municipal est prêt à être approuvé.

Après en avoir délibéré,

- Décide d'approuver le dossier de modification simplifiée du P.L.U. tel qu'il est annexé à la présente ;

- Dit que la présente délibération fera l'objet, conformément aux articles R 123-24 et R 123-25 du Code de l'Urbanisme, d'un affichage en mairie, durant un mois et d'une mention dans un journal.
- Dit que conformément à l'article R 123-25 du Code de l'Urbanisme, le P.L.U. modifié est tenu à la disposition du public à la Mairie d'Hostun et à la Préfecture aux heures et jours habituels d'ouverture ;
- Dit que la présente délibération et les dispositions résultant de la modification simplifiée du P.L.U., ne seront exécutoires dès sa réception par le Préfet et après l'accomplissement de la dernière des mesures de publicité (1^{er} jour de l'affichage en mairie, insertion dans un journal, inscription au R.A.A.

*Le Conseil Municipal, après avoir pris connaissance du dossier
Après en avoir délibéré, à l'unanimité des membres présents :*

1°) **APPROUVE** : La modification simplifiée du P.L.U.

2°) **AUTORISE** : Monsieur le Maire à signer tous les documents nécessaires à la bonne exécution de cette décision.

Ainsi fait et délibéré les jours mois et an ci-dessus et ont signé au registre les membres présents,
Le Maire certifie le caractère exécutoire de cet acte après transmission en Préfecture et publication le 2013.

Le Maire,



Commune de HOSTUN
Révision du
PLAN LOCAL D'URBANISME

Approbation de la révision

Objet : caractère exécutoire de l'acte

Nature et date de l'acte : Délibération du Conseil Municipal du 13 février 2012

Date de transmission au Préfet : 23 février 2012

Mesures de publicité

- Affichage en mairie : 23 février 2012
- Insertion dans la presse : 29 février 2012

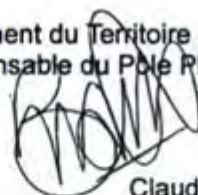
Contrôle de légalité

- Date de la lettre au maire : /
- Observations : /

Date à laquelle la délibération devient exécutoire

23 mars 2012

Pour le Chef du Service Aménagement du Territoire et Risques
La Responsable du Pôle Planification
par intérim



Claudie BUARD

Copie : SATR/PP – unité territoriale de VALENCE

1400
230212
14F 25

03-02-2012
REGISTRE DES
DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL

L'an Deux Mil Douze, le 13 février à 20 heures, le Conseil Municipal de la Commune d'**HOSTUN** dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire à la mairie, sous la présidence de Monsieur **Edmond GELIBERT**, Maire.

Nombre de conseillers en exercice : 14

présents : 12

représentés : 2

votants : 14

Quorum : 8

Date de convocation du conseil municipal : 6 février 2012

Présents : Monsieur Edmond GELIBERT, Maire; Monsieur Jacky PINAT, Madame Jeannine FOURNAT, Messieurs Jean-Paul ROSAND; Bruno VITTE, Bernard BRUN, Mesdames Françoise CELERIEN, Catherine BRESSON, Lucie ABISSET, Messieurs Serge JUNIQUE, Georges FRANQUIN, Lionel DUJOL.

Représentés :

M. Jean-Paul GAMET a donné pouvoir à Jean-Paul ROSAND.

Mme Laurence QUITTANCON a donné pouvoir à Lucie ABISSET.

Monsieur Bernard BRUN a été élu secrétaire de séance.

APPROBATION DU PROJET DE RÉVISION
DU PLAN LOCAL D'URBANISME ET DU ZONAGE D'ASSAINISSEMENT

Vu le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L 123-10 et R 123-19,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L 2224-10,

Vu la loi sur l'eau du 3 janvier 1992,

Vu le Décret du 3 juin 1994 relatif à la collecte et au traitement des eaux usées,

Vu la délibération en date du 8 décembre 2008 prescrivant la révision du P.L.U. et définissant les modalités de concertation en application de l'article L 300-2 du Code de l'Urbanisme,

Vu le débat au sein du Conseil Municipal en date du 7 février 2011 sur les orientations générales du projet d'aménagement et de développement durable,

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 11 juillet 2011 arrêtant le projet de révision du Plan Local d'Urbanisme et tirant le bilan de la concertation,

Vu l'arrêté du maire n°27-2011 en date du 17 octobre 2011 soumettant à enquête publique le projet de Plan Local d'Urbanisme arrêté par le Conseil Municipal et comprenant les avis des personnes publiques consultées et de la CDCEA ainsi que le Zonage d'assainissement,

Vu le rapport et les conclusions du Commissaire-Enquêteur,

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 13 février 2012 modifiant le projet de Plan Local d'Urbanisme arrêté par le Conseil Municipal,

Considérant que le projet de révision du Plan Local d'Urbanisme et du Zonage d'assainissement tels qu'ils sont présentés au Conseil Municipal sont prêts à être approuvés conformément aux articles susvisés du Code de l'Urbanisme.

Le Conseil Municipal,

Après en avoir délibéré, à l'unanimité des membres présents,

1°) DECIDE d'approuver le projet de révision du Plan Local d'Urbanisme et du Zonage d'assainissement, tels qu'ils sont annexés à la présente,

2°) **INDIQUE** que la présente délibération sera affichée pendant un mois en mairie et le dossier tenu à la disposition du public,

Mention de cet affichage sera en outre, insérée en caractère apparent dans un journal diffusé dans le Département,

3°) **INDIQUE** que la présente délibération sera exécutoire :

- dans un délai d'un mois suivant sa réception par le Préfet, si celui-ci n'a notifié aucune modification à apporter au dossier ou dans le cas contraire à compter de la prise en compte de ces modifications,
- après accomplissement des mesures de publicité.

Ainsi fait et délibéré les jours mois et an ci-dessus et ont signé au registre les membres présents,

Le Maire certifie le caractère exécutoire de cet acte après transmission en Préfecture et publication le

2012.

Le Maire,



1800
2002
12
FEB 28

02-02-2012
REGISTRE DES
DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL

L'an Deux Mil Douze, le 13 février à 20 heures, le Conseil Municipal de la Commune d'**HOSTUN** dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire à la mairie, sous la présidence de Monsieur **Edmond GELIBERT**, Maire.

Nombre de conseillers en exercice : 14

présents : 12

représentés : 2

votants : 14

Quorum : 8

Date de convocation du conseil municipal : 6 février 2012

Présents : Monsieur Edmond GELIBERT, Maire; Monsieur Jacky PINAT, Madame Jeannine FOURNAT, Messieurs Jean-Paul ROSAND; Bruno VITTE, Bernard BRUN, Mesdames Françoise CELERIEN, Catherine BRESSON, Lucie ABISSET, Messieurs Serge JUNIQUE, Georges FRANQUIN, Lionel DUJOL.

Représentés :

M. Jean-Paul GAMET a donné pouvoir à Jean-Paul ROSAND.

Mme Laurence QUITTANCON a donné pouvoir à Lucie ABISSET.

Monsieur Bernard BRUN a été élu secrétaire de séance.

**MODIFICATIONS APRES ENQUETE PUBLIQUE DU PROJET DE PLAN LOCAL
D'URBANISME ET DU ZONAGE D'ASSAINISSEMENT**

Vu le code de l'urbanisme et notamment ses articles L.123-10 et R 123-19,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L 2224-10,

Vu la loi sur l'eau du 3 janvier 1992,

Vu le Décret du 3 juin 1994 relatif à la collecte et au traitement des eaux usées,

Vu la délibération en date du 8 décembre 2008 prescrivant la révision du P.L.U. et définissant les modalités de concertation en application de l'article L.300-3 du code de l'urbanisme.

Vu le débat au sein du conseil municipal en date du 7 février 2011 sur les orientations générales du projet d'aménagement et de développement durable,

Vu la délibération du conseil municipal en date du 11 juillet 2011 arrêtant le projet de révision du Plan Local d'Urbanisme et tirant le bilan de la concertation,

Vu les avis émis par les personnes publiques consultées et par la Commission Départementale de la Consommation des Espaces Agricoles (CDCEA), sur le projet de PLU arrêté,

Vu l'accord du Syndicat mixte SCoT Rovaltain Drôme-Ardèche pour la dérogation au titre de l'article L.122-2 du code de l'urbanisme, pour l'ouverture à l'urbanisation de nouvelles zones,

Vu l'arrêté du maire en date du 17 octobre 2011 soumettant à enquête publique le projet de P.L.U. arrêté par le conseil municipal et comprenant les avis des personnes publiques consultées et de la CDCEA.

Vu le rapport de l'enquête et les conclusions du commissaire-enquêteur,

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, décide de modifier le projet de P.L.U. et du zonage d'assainissement soumis à l'enquête publique selon les propositions faites lors du groupe de travail avec les personnes publiques associées du 30 janvier 2012.

Ces modifications résultent de la prise en compte de l'avis des personnes publiques consultées, de la CDCEA et de remarques émises lors de l'enquête publique, elles portent principalement sur les points suivants :

→ Adaptations au projet de PLU pour une meilleure prise en compte des objectifs d'utilisation économe de l'espace et de limitation de l'étalement urbain :

– La zone AU fermée prévue au nord de St-Maurice est réduite d'environ 1 ha (au profit de la zone Ap) et par conséquent un emplacement réservé (N°19) est créé afin d'aménager la future desserte de cette zone.

– La limite d'emprise au sol des constructions à usage artisanal, commercial ou de bureau est portée de 40 à 60% dans les zones Ub, Ui et AUa.

→ Adaptations au projet de PLU pour une meilleure prise en compte de l'agriculture :

– Intégration de la partie de zone Ub grevée par l'obligation de recul vis-à-vis d'un bâtiment d'élevage à l'ouest de St-Maurice : environ 0,6 ha sont ainsi intégrés à la zone Ap.

– Réduction du secteur Na (quartier Fournache), qui permet le changement de destination pour les bureaux et l'artisanat, afin d'en exclure le bâti qui est grevé par l'obligation de recul vis-à-vis de bâtiments d'élevage situé à l'ouest : ce bâti est intégré à la zone A.

– L'emplacement réservé n°9 prévu pour un dispositif de rétention au nord-ouest de St-Maurice sera réduit à 2500 m² (au lieu de 1 ha), qui est la surface préconisée par l'étude hydraulique réalisée pour ce secteur.

– La parcelle (n°85) classé en secteur Aa et faisant l'objet d'un permis de construire pour l'implantation d'un élevage agricole fera l'objet d'une zone A, afin de tenir compte de ce projet de bâtiment et de son évolution éventuelle.

– Précisions apportées au règlement de la zone agricole, notamment afin d'éviter la dissémination des bâtiments dans l'espace agricole et limiter leur impact sur le foncier agricole et afin de préciser le règlement du secteur Aa.

→ Adaptations au projet de PLU pour une meilleure valorisation du patrimoine bâti :

– Le règlement de la zone N est complété afin de permettre le changement de destination et l'évolution des anciens bâtiments agricoles existants dans la zone.

– 3 bâtiments supplémentaires (un au quartier des Teppes et deux aux Royannais) sont repérés au titre de l'article L.123-3-1 du code de l'urbanisme, ce qui permettra leur changement de destination.

→ Adaptations au projet de PLU pour une meilleure prise en compte des risques :

– Complément apporté au règlement des zones concernées et aux dispositions générales afin d'interdire toute construction nouvelle dans la zone à risque d'inondation et dans les 20 m de l'axe des ruisseaux et ravins.

→ Autres adaptations du règlement graphique et écrit :

– Dans la zone Ui, sont autorisées uniquement les activités liées à des activités existantes et les constructions générant des rejets d'eaux usées non domestiques sont interdites.

– L'obligation de réaliser un minimum de logements adaptés aux personnes à mobilité réduite est supprimée de la servitude de logements instaurée sur la zone AUa, la réglementation imposant cette obligation à tous les logements collectifs et locatifs nouveaux.

– Les marges de recul vis-à-vis des voies départementales en zone rurale sont rectifiées selon les informations transmises par le Conseil général.

– Le règlement de la zone Ub est complété afin de préciser que toute construction est interdite dans le cône de vue repéré au titre de l'article L.123-1 7° du code de l'urbanisme.

– L'article 11 du règlement est légèrement assoupli afin, notamment, de ne pas interdire les tuiles plates.

– Le règlement de la zone N est complété afin de préciser que les carrières et installations relatives sont uniquement autorisées dans les secteurs de carrière repérés au document graphique.

23.09.12

→ Adaptation des orientations d'aménagement : un schéma mentionnait la création d'un nouveau carrefour à l'entrée sud du village sur la RD 125. Ce carrefour éventuel n'étant pas envisagé pendant la durée de vie du présent PLU, il ne sera pas évoqué dans ce schéma.

→ Adaptation du rapport de présentation :

– Il est complété et précisé sur différents points à la demande des personnes publiques consultées et notamment : diagnostic agricole, inventaire des pelouses sèches,

Demande au maire de mettre au point le dossier définitif de P.L.U. et de zonage d'assainissement en vue de son approbation définitive.

Ainsi fait et délibéré les jours mois et an ci-dessus et ont signé au registre les membres présents,

Le Maire certifie le caractère exécutoire de cet acte après transmission en Préfecture et publication le

2012.

Le Maire,

